

Numéro 57 - 25 avril 2016

À la veille du Premier Mai 2016

## Une alternative prosociale à l'édification d'empire

- K. C. Adams -

Tous aux actions du Premier Mai 2016 – Journée internationale d'unité et de lutte de la classe ouvrière



### ÉVÉNEMENTS

À la veille du Premier Mai 2016

- Une alternative prosociale à l'édification d'empire - K. C. Adams

Le rôle de la réglementation

- L'auto-réglementation des intérêts monopolistes mène à la négligence criminelle - Pierre Chénier

**À la veille du Premier Mai 2016**

## **Une alternative prosociale à l'édification d'empire**

**- K. C. Adams -**

La veille du Premier Mai 2016 est un temps propice pour les collectifs des travailleurs partout au pays de réfléchir aux expériences vécues de l'année écoulée et aux défis qu'ils accepteront de relever dans l'année qui vient. Cette année passée, dans tous les secteurs de l'économie les travailleurs et leurs alliés ont continué de résister vaillamment à l'offensive antisociale en défendant leurs droits et les droits de tous et toutes. Dans chaque cas, ils se heurtent au but que les gouvernements ont fixé pour la société, soit de rendre les monopoles concurrentiels sur les marchés mondiaux, qui signifie la privatisation des programmes sociaux et des avoirs publics, le vol des pensions et des avantages sociaux, la pression à la baisse sur les salaires et le niveau de vie ainsi que la diffamation des syndicats et de ceux et celles qui se battent. Ce programme des gouvernements à tous les niveaux pour payer les riches et imposer des décisions prises sur une base supranationale sert l'édification d'empire des impérialistes américains en collusion et en rivalité avec les autres grandes puissances pour établir leur hégémonie sur le monde entier. C'est un programme de destruction nationale qui place carrément la classe ouvrière devant la tâche d'entreprendre l'édification nationale en opposition à l'édification d'empire, pour ouvrir une voie au progrès. Loin de débattre des choix que les élites dominantes et leurs serviteurs leur présentent, les travailleurs doivent établir leur propre ordre du jour et bâtir un mouvement politique capable de le réaliser.

Les propriétaires de la richesse sociale que les travailleurs produisent bloquent la voie et empêchent la classe ouvrière d'achever la transition économique, politique et sociale vers la grande production industrielle et les rapports de production modernes qui y correspondent. C'est le projet d'édification nationale qui a commencé avec le passage de la petite production principalement rurale et de la production manufacturière urbaine de petite échelle à la grande production industrielle. Mais aujourd'hui ceux qui possèdent et contrôlent la majeure partie de la richesse sociale que produit la classe ouvrière ont créé un État et un système politique qui privent la classe ouvrière de son droit et de sa responsabilité sociale de s'organiser pour faire avancer la société vers des définitions modernes qui correspondent à la grande production industrielle. De puissants propriétaires de la richesse sociale contrôlent et administrent l'État et le système économique et politique du Canada pour servir leurs intérêts privés en opposition à l'intérêt public et à l'édification nationale.



Les intérêts privés étroits des propriétaires de la richesse sociale sont axés sur l'édification d'empire au sein du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis. La richesse sociale et les entreprises qu'ils contrôlent mobilisent le pouvoir producteur de la classe ouvrière et les ressources publiques collectives du pays et de l'État pour défendre et renforcer leurs empires

privés et bloquer la voie à l'affirmation des droits et empêcher les travailleurs et le peuple de participer à l'édification nationale.

Les propriétaires de la richesse sociale ont abandonné leur idéologie de la libre entreprise capitaliste de la période initiale du passage de la petite production à la grande production industrielle. Aujourd'hui, l'État et les institutions publiques et privées sous la domination des propriétaires de la richesse sociale sont devenus les outils principaux de l'édification d'empire et du renforcement et de l'expansion de l'intérêt privé.

Les propriétaires de la richesse sociale répudient maintenant l'idéologie de la libre entreprise et de la libre concurrence et épousent l'idéologie de la réussite et de la domination de leurs empires privés en concurrence sur les marchés mondiaux au moyen des pouvoirs institutionnels, financiers et arbitraires directs de l'État au sein du système impérialiste d'États. Chacune de leurs décisions et actions est axée sur la mobilisation de la richesse sociale collective et du pouvoir d'État pour l'édification d'empire au service de leurs intérêts privés.

Toutes les objections à l'édification d'empire sont écartées comme des obstacles au développement économique et à la création d'emplois. La vente d'armes à des régimes médiévaux odieux comme celui d'Arabie saoudite est présentée comme acceptable parce que cela crée des emplois au Canada et qu'il n'y a pas d'autre choix dans le système commercial du libre-échange de l'édification d'empire.



L'envoi de l'armée canadienne à l'étranger pour réprimer les projets d'édification nationale des autres et les forcer à s'intégrer au système impérialiste d'États dominé par les États-Unis est présenté comme étant « notre responsabilité de protéger » ou comme une expression de la « conviction responsable », suivant l'idéologie libérale régressive.

Les subventions et crédits d'impôts pour les entreprises privées, qui sont des magouilles pour payer les riches, sont présentés comme des « programmes de soutien à l'entreprise ». La construction d'infrastructures sociales et matérielles financées et garanties par l'État et réalisées par des monopoles privés de l'ingénierie et de la construction, pour servir l'édification d'empire, est présentée comme une

façon de créer des emplois et de renforcer l'économie axée sur l'exportation.

L'idéologie des bâtisseurs d'empire capitalistes de l'Europe du XIXe siècle s'est formée dans la lutte contre les forces médiévales autocratiques de la petite production. C'est l'idéologie qui a été amenée dans ce qu'on a appelé « le nouveau monde ». Elle a maintenant été abandonnée par nécessité devant la mobilisation flagrante de l'État et des ressources humaines et naturelles du pays pour l'édification d'empire au service de certains intérêts privés. Les bâtisseurs d'empire mobilisent des instituts de recherche, des panels, des chaires d'université et des gouvernements pour inventer une idéologie et des énoncés de principe qui servent l'intérêt étroit de ceux qui contrôlent la richesse sociale et l'État.

Par contraste, la classe ouvrière oppose à l'idéologie dominante ses propres considérations idéologiques et ce faisant donne naissance à des définitions modernes qui sont la base de

l'édification nationale moderne. Les institutions et arrangements anachroniques peuvent être remplacés par des institutions et arrangements modernes qui répondent aux exigences du temps. La classe ouvrière doit par nécessité être matérialiste et dialectique dans sa conception du monde et doit baser son idéologie sur l'objectivité de considération. Les conditions sociales historiques ont chargé les travailleurs de la tâche de compléter la transition de la société de la petite production à la grande production industrielle. Pour ce faire, ils ont besoin de conditions et d'institutions économiques, politiques et sociales et de rapports entre humains qui correspondent au caractère socialisé de la grande production moderne. La pensée et l'idéologie de la classe ouvrière doivent être modernes, c'est-à-dire qu'elles doivent refléter les conditions économiques de la production et la façon dont elle gagne sa vie et reproduit la vie, les forces de production et la société.

La classe ouvrière ne peut pas se permettre de se laisser entraîner dans les conflits sectaires des partis du cartel politique au sujet d'énoncés de politique basés sur les considérations idéologiques de l'élite dominante. C'est seulement en s'en tenant à ses propres considérations idéologiques modernes et en prenant des positions politiques indépendantes sur cette base que la classe ouvrière organise et active sa politique pratique et son projet d'édification nationale. L'idéologie moderne mène le mouvement politique dans le sens d'arrêter de payer les riches, d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux et d'assurer notre sécurité par la défense des droits de tous et toutes.



---

### Le rôle de la réglementation

## L'auto-réglementation des intérêts monopolistes mène à la négligence criminelle

- Pierre Chénier -

### Journée de commémoration des personnes décédées ou blessées au travail



Une marche vers l'Assemblée nationale à Québec a marqué la Journée de commémoration des personnes décédées ou blessées au travail en avril 2015.

### ÉVÉNEMENTS

Le 28 avril, les travailleurs de tout le Canada vont marquer le Jour de deuil pour les travailleurs blessés ou tués au travail. Le mot d'ordre du mouvement ouvrier pour l'occasion est « Pleurer les morts et combattre pour les vivants ». C'est un slogan très approprié. On voit à chaque jour à l'oeuvre la négligence manifestée par les monopoles qui mène aux blessures et aux décès au travail parce qu'ils considèrent la santé et la sécurité comme un « coût » qui entrave leur course aux profits. Les gouvernements quant à eux éliminent la réglementation qui protège la santé et la sécurité au travail. On peut voir à chaque jour que l'auto-réglementation sème un chaos qui non seulement affecte la production et les travailleurs mais la société tout entière. Les incidents qui se produisent nous poussent à demander que l'auto-réglementation soit bannie.

L'auto-réglementation des industries est un aspect majeur de l'offensive néolibérale antisociale des riches et de leurs gouvernements. L'auto-réglementation fait partie de la destruction de l'autorité publique en vertu de laquelle les intérêts privés s'accaparent du pouvoir décisionnel. Elle élimine les standards publics que l'autorité publique fait appliquer. Elle fait des conditions de travail, de la santé et de la sécurité des travailleurs et des communautés et des autres aspects du fonctionnement des industries le domaine privé des intérêts privés. Avec l'auto-réglementation, les intérêts privés qui contrôlent la production n'ont plus de comptes à rendre sur les activités qui menacent la vie des travailleurs et la société.

Comment les industries devraient opérer et comment devrait se faire la production sont des choses qui sont connues de ceux qui y participent. Les standards publics et la réglementation de la production expriment le niveau de développement auquel en est arrivé la société. L'auto-réglementation de l'industrie selon le diktat, les objectifs et les caprices des intérêts privés étroits perturbe le travail productif des êtres humains et leurs efforts pour contrôler les forces à l'oeuvre dans la production et humaniser la société.

Le 10 avril dernier, deux travailleurs qui lavaient les vitres d'un pavillon de l'Université du Québec au centre-ville de Montréal à plus de 60 pieds de haut ont été victimes d'un incident tragique où l'un d'entre eux est mort et l'autre a été gravement blessé, est resté dans un état critique pendant plusieurs jours et par chance est maintenant en train de se rétablir.



Les travailleurs sont tombés lorsque la grue soutenant la plate-forme sur laquelle ils travaillaient s'est renversée quand le camion sur lequel elle était montée a soudainement basculé. D'autres travailleurs de la même entreprise qui étaient sur le site ont subi un choc nerveux et ont dû être transportés à l'hôpital. Le travailleur qui est mort est le père de celui qui a été blessé.

L'enquête en cours a révélé que l'opérateur n'a pas sécurisé adéquatement le camion sur un terrain solide, ce qui a fait basculer le camion sous le poids de la grue. On sait aussi maintenant que l'opérateur de la grue n'avait pas reçu de formation sur les normes de l'opération d'une grue.

Au Québec, les grutiers qui ne travaillent pas sur les chantiers de construction ne sont pas obligés de recevoir une formation. L'opération d'une grue sur un site autre qu'un site de construction est considérée comme étant moins dangereuse et la qualification des grutiers est laissée à la discrétion des intérêts privés.

Comme si l'auto-réglementation des sites hors-construction n'était pas déjà suffisamment criminelle, *LML* a appris d'un représentant en santé-sécurité du secteur de la construction que la Commission de la construction du Québec (CCQ), l'agence réglementaire du gouvernement du Québec chargée de surveiller l'industrie de la construction, demande maintenant que soit réduite la formation des grutiers travaillant sur les chantiers de construction.



Présentement, les grutiers sur les chantiers de construction doivent suivre un cours de 870 heures qui est sous la responsabilité de la CCQ et est donné par des grutiers du secteur de la construction. La CCQ voudrait que le cours soit réduit à 180 heures et soit donné par l'industrie elle-même.

Il est bien connu que le secteur de la construction est le secteur le plus meurtrier au Québec en ce qui concerne les décès au travail mais la CCQ propose quand même l'auto-réglementation. Les faits eux-mêmes montrent qu'il faut une mise en oeuvre encore plus serrée des normes et de la réglementation et certainement pas un relâchement. L'auto-réglementation n'a pas de sens et les travailleurs sont les premiers à savoir à quel point l'application des normes et règlements par une autorité publique est importante.

Le lobbying de la CCQ pour une réduction de la formation des opérateurs de grues est en fait un diktat des entreprises de la construction. Selon elles, la formation est toujours quelque chose de trop coûteux et elle n'est pas un élément inhérent à un processus de production moderne.

Le gouvernement, par le biais de son agence réglementaire la CCQ, se fait lui-même l'instrument du diktat des intérêts privés. Le gouvernement se nie lui-même en tant qu'autorité publique qui doit protéger les travailleurs. C'est inacceptable et illogique, et pourtant c'est bien l'état de choses qui règne dans le programme néolibéral de destruction nationale, lequel doit être vaincu par la force organisée de la classe ouvrière.

Tout aussi choquant que l'impact de l'auto-réglementation est le pragmatisme de ceux en position de pouvoir et de privilège qui mettent de l'avant un tel programme. En ce qui concerne l'industrie de la construction, le seul argument qui est mis de l'avant est que la formation actuelle qui est requise des grutiers est trop coûteuse et que c'est un frein aux profits des entreprises. Les profits et la compétitivité deviennent le but de l'existence des industries et tout ce qui sert ce but est considéré comme justifié peu importe les conséquences pour les travailleurs et la société.

On retrouve ce même pragmatisme en ce qui concerne l'auto-réglementation des entreprises ferroviaires. En 1999, le gouvernement Chrétien a adopté l'auto-réglementation en ce qui a trait à la sécurité ferroviaire et les programmes de sécurité en mettant en place le Système de gestion de la sécurité ferroviaire. En vertu de ce système, ce sont les entreprises ferroviaires qui déterminent leur propres programmes de sécurité et le rôle du gouvernement est de les vérifier et d'y apposer leur sceau. La logique derrière l'auto-réglementation ferroviaire, c'est que la sécurité est un coût pour les entreprises, qui doit être équilibré avec les autres coûts que doivent assumer les entreprises ferroviaires dans le cours de leurs opérations. La classe ouvrière rejette cette façon de penser centrée sur le capital et soutient que la mise en oeuvre des standards publics et l'élévation

du niveau de la classe ouvrière par la formation et l'éducation ajoutent de la valeur à la production, humanisent la société et défendent le droit d'être du peuple.

L'auto-réglementation mise en place par le gouvernement Chrétien a fait des programmes de sécurité et de leur mise en oeuvre le domaine privé des entreprises ferroviaires et en a même fait des choses secrètes, au point où les travailleurs ferroviaires et leurs syndicats ne sont même pas autorisés à en prendre connaissance. C'est une bien triste blague que de suggérer que ceux qui contrôlent les entreprises ferroviaires privées en savent plus sur ce qui doit être fait pour garantir des opérations ferroviaires



sécuritaires qu'une autorité publique et que les travailleurs eux-mêmes. Des tragédies comme celle de Lac-Mégantic, qui a tué 47 personnes et en a blessé plusieurs autres, sont écartées du revers de la main et ne sont même pas considérées par les gouvernements comme une preuve que l'auto-réglementation des entreprises ferroviaires est dangereuse pour les travailleurs et les communautés et doit être bannie.

L'auto-réglementation des industries est contraire au mouvement historique des êtres humains pour prendre contrôle de leur vie. La classe ouvrière organisée doit assumer sa responsabilité sociale et empêcher les néolibéraux au pouvoir de faire entrave à la tendance progressiste de l'histoire. Les travailleurs ne doivent rien accepter en deçà de l'établissement d'autorités publiques dans tous les secteurs de l'économie qui se consacrent à la mise en oeuvre des standards les plus élevés dans l'intérêt public.

L'auto-réglementation des industries est contraire à la production industrielle de grande échelle et ne convient pas à une société moderne. Le mouvement organisé de la classe ouvrière va travailler sans relâche pour que tous les secteurs de l'économie fonctionnent selon les standards les plus avancés dont l'application est assurée par une autorité publique qui se gagne la confiance du peuple en prenant des actions décisives à la défense de l'intérêt public.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**